

SSIAD de Vic-Fezensac / Eauze ARS : grossière sortie de route

L'Union Locale de la CGT communique



SSIAD de Vic-Fezensac / Eauze ARS : grossière sortie de route

Suite à la réunion organisée vendredi au siège du SSIAD à Dému, l'Union Locale de la CGT communique :

"Depuis un an et demi, l'ARS (Agence Régionale de Santé) ne fait pas mystère de ses intentions : offrir sur un plateau d'argent le SSIAD (Service de Soins Infirmiers A Domicile) de Vic-Fezensac Eauze aux patrons de la Clinique Pasteur.

C'est sans compter sur la population gersoise, les élus locaux de tout parti et la CGT qui, soucieux de l'intérêt des bénéficiaires et du personnel, défendent le rattachement de ce service à l'hôpital de Vic-Fezensac.

Aussi, au lieu d'annoncer lundi 12 décembre, comme prévu, le résultat de la très encadrée procédure d'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt), l'ARS a tenté un dernier coup de bluff. Au mépris des textes réglementaires.

Ainsi, vendredi 16, l'ARS organise une réunion pour, officiellement, « entendre les personnels et les élus locaux ».

Louable intention de la part d'une administration restée sourde pendant plusieurs mois aux revendications portées par la CGT et une partie du personnel (épuisement, manque d'embauches, salaires insuffisants...). Louable mais bien tardive... et surtout trompeuse.

Car, en lieu et place de la prise en compte des difficultés réelles des salariées et des besoins des Gersois, élus locaux et personnels du SSIAD ont assisté à une manœuvre grossière. Dénigrant systématiquement la candidature publique locale, les représentants de l'ARS n'ont eu de cesse de faire la promotion de la candidature privée et toulousaine.

Pire, au terme de cet exercice de propagande incroyable, l'ARS a invité les salariées à voter immédiatement, sous surveillance policière.

Ce qui devait arriver : se fiant à la présentation trompeuse de l'ARS et sous l'influence d'un encadrement aux ordres, les salariés ont voté, de bonne foi et à une large majorité, pour la structure privée.

Rappelons que si la pratique du référendum d'entreprise existe, elle est heureusement bornée par la loi.

Le référendum doit faire l'objet d'un accord syndical, il doit être annoncé 15 jours à l'avance, il doit respecter les règles de tout scrutin... Tout cela afin que les personnels puissent donner un avis libre et éclairé, protégés de la pression patronale.

Ce vendredi, rien de tout ça. Le vote n'avait pas été annoncé. Les « électeurs » n'ont pas eu entre les mains, afin de se forger un avis éclairé, les dossiers de candidatures en lice : il a fallu se contenter de la présentation partisane d'une ARS au service des forces de l'argent.

Enfin, si une campagne en faveur de telle ou telle proposition est légitime, elle doit impérativement cesser la veille du scrutin. Et heureusement !

Que serait une démocratie où le pouvoir impose de voter à la sortie d'un meeting organisé par ses soins ?

Cette sortie de route d'une administration poussée dans ses retranchements est un scandale qui en a heurté plus d'un dans la salle.

Et la question est posée : le directeur régional de l'ARS, Monsieur Jaffres, se satisfera-t-il de cette manœuvre désespérée pour étayer sa décision ?

Au lieu de servir les intérêts des investisseurs privés dont le seul objectif est de détourner les budgets publics vers leurs comptes en banque (exemples d'Orpéa, de la Polyclinique de Gascogne...), les représentants de l'ARS feraient mieux de s'occuper des revendications des salariées, portées avec elles par la CGT depuis des années : augmentation des salaires, reconnaissance de la pénibilité de ces métiers, manque dramatique et organisé de personnel qualifié... Et des intérêts des Gersois.

Nous ne sommes pas dupes. Nous avons bien conscience que l'alignement des conditions salariales promis par la clinique Pasteur sur celles du public, dans le but d'emporter la décision, pourront être remises en cause par un simple accord d'entreprise.

La CGT syndique actuellement autant les personnels de la fonction publique hospitalière que les salariés de la clinique Pasteur.

Nous savons comment cela se passe pour les centaines de personnes qui travaillent dans cette entreprise. Nous savons comment cela se passe dans l'ensemble des entreprises qui se précipitent avidement sur le marché de la santé.

Nous serons donc là pour continuer à défendre les intérêts des personnels soignants, et pour exiger, à Vic-Fezensac et à Eauze, un Service Public de Santé protecteur, éloigné des considérations de profit, et de qualité pour les usagers."